

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 25 juli 2018 ter uitvoering van het koninklijk besluit van 4 september 2014 tot vaststelling van de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van de toelage bedoeld in artikel 3ter van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening voor de periode van 1 januari 2018 tot 31 december 2018.

Brussel, 4 december 2018.

M. DE BLOCK

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 25 juillet 2018 portant exécution de l'arrêté royal du 4 septembre 2014 fixant les modalités et les conditions d'octroi du subside visé à l'article 3ter de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Bruxelles, le 4 décembre 2018.

M. DE BLOCK

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2018/206441]

Extrait de l'arrêt n° 183/2018 du 19 décembre 2018

Numéro du rôle : 7020

En cause : la demande de suspension des mots « du directeur du banc d'épreuves » dans l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu, ainsi que de l'article 8 de la même loi, introduite par Jean-Luc Stassen.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, R. Leysen et M. Pâques, assistée du greffier F. Meersschart, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 octobre 2018 et parvenue au greffe le 11 octobre 2018, Jean-Luc Stassen, assisté et représenté par Me E. Lemmens, avocat au barreau de Liège, a introduit une demande de suspension des mots « du directeur du banc d'épreuves » dans l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu, ainsi que de l'article 8 de la même loi (publiée au *Moniteur belge* du 17 juillet 2018).

Par requête séparée, la partie requérante demande également l'annulation des mêmes dispositions légales.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1. La partie requérante demande la suspension des mots « du directeur du banc d'épreuves » figurant dans l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu (ci-après : la loi du 8 juillet 2018) et, pour autant que de besoin, de l'article 8 de la même loi.

B.2.1. L'article 19, § 2, attaqué, relève des dispositions finales, contenues dans le chapitre 6 de la loi. Il dispose :

« Il est mis fin de plein droit aux mandats du directeur du banc d'épreuves, du président, du vice-président et des syndics de la commission administrative qui sont en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Ils continuent à exercer leur mandat jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement ».

B.2.2. L'article 8 de la loi attaquée compte parmi les dispositions relatives au directeur du banc d'épreuves contenues dans le chapitre 3 de cette même loi :

« CHAPITRE 3. — Le directeur

Art. 7. Le directeur du banc d'épreuves est nommé par le Roi, et peut être démis par Lui.

Le Roi fixe la procédure de nomination, d'évaluation, de suspension et de la fin du mandat du directeur.

Art. 8. Le directeur est nommé pour une période de six ans. Le mandat est renouvelable après un avis favorable du Conseil d'administration.

Art. 9. Le directeur est responsable de la gestion journalière du banc d'épreuves et pose toutes les actions nécessaires ou utiles pour l'exécution de ses missions, et peut à cet effet conclure des engagements.

Le directeur est soumis au contrôle du Conseil d'administration ».

B.2.3. D'après l'article 20 de la loi attaquée, celle-ci entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, sauf si le Roi fixe une date antérieure.

B.3.1. Par la loi du 8 juillet 2018, le législateur entendait remplacer le cadre obsolète établi par la loi du 24 mai 1888 portant réglementation de la situation du banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège, au moyen d'une révision complète et profonde de ce cadre réglementaire, en revoyant la structure de gestion et l'organisation d'une manière qui bénéficie au fonctionnement interne du banc d'épreuves, à son fonctionnement vis-à-vis des tiers et à la prestation de services du banc (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-3111/001, p. 4).

L'exposé des motifs mentionne :

« Alors que la loi de 1888 prescrit que le conseil d'administration du banc d'épreuves est composé d'un président et de six syndics, le bourgmestre de Liège étant de droit président du conseil d'administration, ce point a été entièrement révisé, vu le contexte changeant. En outre, la loi de 1888 prescrit que le directeur du banc d'épreuves soit nommé par le Roi, à partir d'une liste établie par les fabricants d'armes. Cette règle est également abandonnée.

Le présent projet de loi propose une structure interne du banc d'épreuves entièrement nouvelle. Les organes du banc d'épreuves seront un conseil d'administration et un directeur. Le directeur ne fera pas partie du conseil d'administration. Il s'agit donc de deux organes distincts et indépendants.

[...]

Le directeur, qui sera chargé de la gestion journalière du banc d'épreuves, sera nommé par le Roi. La procédure qui précède sa nomination sera encore déterminée par le Roi. Contrairement à ce qui est le cas suivant les dispositions de la loi de 1888, la nomination du directeur sur la base d'une liste établie par les fabricants d'armes, n'est donc pas retenue. Tout ceci vise à mieux pouvoir garantir la transparence et l'indépendance dans le cadre de la nomination du directeur et du fonctionnement du banc d'épreuves en général » (*ibid.*, pp. 5 et 6).

B.3.2. Les dispositions relatives au directeur ont été justifiées comme suit :

« Contrairement à ce qui est le cas maintenant, le directeur du banc d'épreuves ne sera plus nommé sur proposition de ce qu'on appelle les maîtres d'armes. Mais ce sera encore le Roi qui règlera la procédure complète par arrêté d'exécution, et pourra nommer et démettre le directeur, toutefois, ce sera d'une manière à poser l'indépendance comme principe. Le mandat de 6 ans du directeur, pourra alors être renouvelé quand le conseil d'administration donnera un avis favorable pour ce renouvellement. [...] » (*ibid.*, p. 12).

B.3.3. L'article 19, § 2, attaqué a été introduit par la voie de l'amendement n° 1, justifié comme suit :

« Le projet de loi relatif au banc d'épreuves des armes à feu modifie la composition du conseil d'administration. Un nouveau directeur devra être nommé sur la base d'un arrêté d'exécution de l'article 7. Tous les mandats devront donc être redistribués.

Il convient de garantir la continuité et d'éviter au maximum l'apparition de discussions et de contestations avec les mandataires actuels » (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-3111/002, p. 2).

Cet amendement a été adopté à l'unanimité au sein de la commission compétente (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-3111/003, p. 11).

Quant aux conditions de la suspension

B.4. Aux termes de l'article 20, 1°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, deux conditions de fond doivent être remplies pour que la suspension puisse être décidée :

- des moyens sérieux doivent être invoqués;
- l'exécution immédiate de la règle attaquée doit risquer de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Les deux conditions étant cumulatives, la constatation que l'une de ces deux conditions n'est pas remplie entraîne le rejet de la demande de suspension.

Quant au caractère sérieux des moyens

B.5. Le moyen sérieux ne se confond pas avec le moyen fondé.

Pour qu'un moyen soit considéré comme sérieux au sens de l'article 20, 1°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, il ne suffit pas qu'il ne soit pas manifestement non fondé au sens de l'article 72, mais il faut aussi qu'il revête une apparence de fondement au terme d'un premier examen des éléments dont la Cour dispose à ce stade de la procédure.

B.6. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec le principe de la séparation des pouvoirs.

La partie requérante précise qu'elle tient sa fonction de directeur du banc d'épreuves non d'un mandat mais d'une nomination par le Roi en vertu de l'arrêté royal du 10 février 2004 nommant le Directeur du Banc d'épreuves des armes à feu (*Moniteur belge* du 5 mars 2004).

Elle soutient que l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 met fin de plein droit à son emploi, alors qu'il s'agirait d'une décision relevant exclusivement de la compétence du pouvoir exécutif. Une différence de traitement serait ainsi établie entre, d'une part, les fonctionnaires statutaires nommés par le Roi, le pouvoir exécutif décidant de mettre fin à leurs fonctions ou de les sanctionner au terme d'une procédure spécifique dans le respect des garanties procédurales applicables et, d'autre part, la partie requérante elle-même, à la fonction de laquelle une norme législative met fin, indépendamment de toute procédure quelconque, alors que le législateur ne serait pas compétent pour ce faire.

La partie requérante soutient également que si l'objectif du législateur était de garantir la continuité de l'institution et d'éviter les risques de contestation, des mesures transitoires auraient dû être adoptées afin de prévoir son maintien au poste de directeur du banc d'épreuves jusqu'à ce qu'elle n'occupe plus cette fonction.

B.7.1. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.3 que le législateur entendait procéder à une révision complète et profonde de la loi relative au banc d'épreuves des armes à feu, devenue obsolète, notamment par une révision de la structure de gestion et de l'organisation de l'institution.

B.7.2. L'article 3 de la loi du 24 mai 1888 portant réglementation de la situation du banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège dispose que « le directeur est nommé par le Roi sur la présentation d'une liste de trois candidats ». Il ressort du règlement général du banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège, approuvé par l'arrêté royal du 30 juin 1924 portant règlement général du banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège, que le directeur du banc d'épreuves a rang de directeur à l'administration centrale du ministère de l'Industrie et du Travail, qu'il peut, après quinze années de fonctions, sur proposition du ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, être assimilé aux directeurs généraux, que son traitement annuel « est fixé au maximum du traitement d'un directeur de l'administration centrale », que ce traitement « ne peut en aucune façon, directement ou indirectement, être modifié par décision de la commission administrative » et qu'il est « lié aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume, conformément aux modalités fixées par la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail ».

À ce stade de l'examen de la demande de suspension, ces éléments indiquent que la partie requérante, nommée directeur du banc d'épreuves des armes à feu par un arrêté royal du 10 février 2004, est un agent en situation juridique statutaire.

B.7.3. L'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018, met fin de plein droit au « mandat » du directeur, dès l'entrée en vigueur de ladite loi, à savoir le 1^{er} janvier 2019 ou à une date antérieure à fixer par le Roi, mais prévoit que le directeur continuera à exercer son « mandat » jusqu'à ce qu'il soit pourvu à son remplacement selon les règles prescrites par les articles 7 et 8 de la loi.

Cette disposition met fin à l'emploi de la partie requérante au 1^{er} janvier 2019 ou à une date antérieure à fixer par le Roi. La partie requérante est cependant maintenue dans la fonction de directeur jusqu'à la désignation du titulaire du mandat de directeur selon les règles établies aux articles 7 et 8 de la même loi.

B.8.1. À peine de rendre impossible toute modification législative ou toute réglementation entièrement nouvelle, il ne peut être soutenu qu'une disposition nouvelle serait contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution par cela seul qu'elle modifie les conditions d'application de la législation ancienne.

B.8.2. Si le législateur estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat et, en principe, il n'est pas tenu de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si l'absence d'une mesure transitoire entraîne une différence de traitement qui n'est pas susceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Ce principe est étroitement lié au principe de la sécurité juridique, qui interdit au législateur de porter atteinte, sans justification objective et raisonnable, à l'intérêt que possèdent les sujets de droit d'être en mesure de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes.

B.9. En l'espèce, s'agissant d'un organisme d'intérêt public, le législateur a pu décider de régler lui-même une matière qu'il a attribuée au Roi et que la Constitution ne Lui a pas réservée, en prévoyant de remplacer le régime de nomination du directeur du banc d'épreuves jusqu'alors en vigueur par un système de mandat de six ans renouvelable, selon la procédure à fixer par un arrêté royal d'exécution.

Il s'ensuit que le moyen n'est pas sérieux en ce qu'il est dirigé contre l'article 8 de la loi du 8 juillet 2018.

B.10. La Cour doit toutefois examiner si, en mettant fin de plein droit à l'emploi de la partie requérante, compte tenu de l'objectif qu'il entendait poursuivre, le législateur n'a pas porté atteinte de manière déraisonnable aux droits de l'intéressé, en ne prévoyant aucune disposition transitoire.

B.11.1. En l'espèce, l'article 19, § 2, attaqué, est justifié par le seul souci de garantir la continuité et d'éviter au maximum l'apparition de discussions et de contestations avec les mandataires actuels.

En tant qu'agent statutaire, la partie requérante doit admettre que sa fonction ou des éléments de son statut puissent être modifiés unilatéralement par application de la « loi du changement ». Elle peut toutefois s'attendre, dans le cas de la modification ou de la suppression de sa fonction, à ce que des dispositions transitoires adéquates soient prises, comme, le cas échéant, le transfert dans une autre fonction, un autre service ou une autre institution, afin de tenir compte du caractère permanent de l'emploi qui constitue une caractéristique substantielle de la fonction statutaire.

En faisant entrer en vigueur, au 1^{er} janvier 2019 ou à une date antérieure à fixer par le Roi, la mesure qui met fin de plein droit à l'emploi du directeur du banc d'épreuves, le législateur a pris une mesure qui a des conséquences graves pour l'intéressé, sans prévoir de mesure transitoire adéquate et sans invoquer un motif impérieux d'intérêt général pour justifier le défaut de celle-ci.

L'article 19, § 2, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 2018 maintient la partie requérante en fonction jusqu'à la désignation de son remplaçant. Cette disposition est destinée à garantir la continuité du service public, mais ne constitue pas, pour la partie requérante, une mesure transitoire adéquate eu égard au caractère permanent de l'emploi, qui constitue une caractéristique substantielle de la fonction statutaire. Elle ne remédie donc pas à l'absence d'une mesure transitoire adéquate.

B.11.2. L'article 19, § 2, attaqué, contient dès lors une lacune en ce qu'il met fin à l'emploi du directeur du banc d'épreuves des armes à feu en fonction, sans prévoir de mesure transitoire adéquate à son égard.

Partant, l'instauration du nouveau régime n'est pas suffisamment prévisible et porte atteinte aux attentes légitimes de la partie requérante.

B.12. Dans le cadre limité de l'examen auquel la Cour a pu procéder lors du traitement de la demande de suspension, le premier moyen, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec le principe de la sécurité juridique et de la confiance, doit être considéré comme sérieux au sens de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, mais uniquement dans la mesure précisée au B.11.2.

Quant au risque de préjudice grave difficilement réparable

B.13. La suspension par la Cour d'une disposition législative doit permettre d'éviter que l'application immédiate des normes attaquées cause aux parties requérantes un préjudice grave qui ne pourrait être réparé ou qui pourrait difficilement l'être en cas d'annulation de ces normes.

B.14. Comme il est dit en B.2.3, la loi attaquée entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 ou à une date antérieure à fixer par le Roi. L'article 19, § 2, alinéa 2, attaqué, prévoit que la partie requérante continuera toutefois à exercer son mandat jusqu'à ce qu'il soit pourvu à son remplacement.

Il en résulte que la partie requérante peut à tout moment, dès la date prescrite, être privée de son activité professionnelle, ce qui constitue un risque de préjudice grave qui ne pourrait être que difficilement réparé par une annulation ultérieure.

B.15. Il découle de ce qui précède que le risque de préjudice grave et difficilement réparable est établi et que, partant, les conditions sont remplies pour la suspension de l'article 19, § 2, de la loi attaquée, en ce qu'il vise le directeur du banc d'épreuves des armes à feu sans prévoir de disposition transitoire adéquate.

Par ces motifs,

la Cour

- suspend l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu, en ce qu'il vise le directeur du banc d'épreuves des armes à feu sans prévoir de disposition transitoire adéquate;

- rejette la demande de suspension pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 19 décembre 2018.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2018/206441]

Uittreksel uit arrest nr. 183/2018 van 19 december 2018

Rolnummer 7020

In zake : de vordering tot schorsing van de woorden « de bestuurder van de proefbank » in artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens, alsook van artikel 8 van dezelfde wet, ingesteld door Jean-Luc Stassen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en A. Alen, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, R. Leysen en M. Pâques, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 oktober 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 oktober 2018, heeft Jean-Luc Stassen, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. E. Lemmens, advocaat bij de balie te Luik, een vordering tot schorsing ingesteld van de woorden « de bestuurder van de proefbank » in artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens, alsook van artikel 8 van dezelfde wet (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 2018).

Bij afzonderlijk verzoekschrift vordert de verzoekende partij eveneens de vernietiging van dezelfde wetsbepalingen.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1. De verzoekende partij vordert de schorsing van de woorden « de bestuurder van de proefbank » in artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens (hierna : de wet van 8 juli 2018) en, voor zover als nodig, van artikel 8 van dezelfde wet.

B.2.1. Het bestreden artikel 19, § 2, maakt deel uit van de slotbepalingen, die in hoofdstuk 6 van de wet zijn vervat. Het bepaalt :

« Aan de mandaten van de bestuurder [lees : directeur] van de proefbank, de voorzitter, de ondervoorzitter en de wapenmeesters van de bestuurscommissie die bij de inwerkingtreding van deze wet in functie zijn, wordt van rechtswege een einde gesteld.

Zij oefenen hun mandaat verder uit tot er is voorzien in hun vervanging ».

B.2.2. Artikel 8 van de bestreden wet maakt deel uit van de in hoofdstuk 3 van diezelfde wet vervatte bepalingen met betrekking tot de directeur van de proefbank :

« HOOFDSTUK 3. — De directeur

Art. 7. De directeur van de proefbank wordt benoemd door de Koning, en kan door Hem worden ontslagen.

De Koning bepaalt de procedure van de benoeming, de evaluatie, de schorsing en de beëindiging van het mandaat van de directeur.

Art. 8. De directeur wordt benoemd voor een periode van zes jaar. Het mandaat is hernieuwbaar na een gunstig advies van de Raad van Bestuur.

Art. 9. De directeur staat in voor het dagelijks bestuur van de proefbank en stelt alle handelingen die nodig om dienstig zijn voor de uitvoering van zijn opdrachten, en kan hiertoe verbintenissen afsluiten.

De directeur staat onder toezicht van de Raad van Bestuur ».

B.2.3. Volgens artikel 20 van de bestreden wet treedt zij in werking op 1 januari 2019, tenzij de Koning een eerdere datum bepaalt.

B.3.1. Bij de wet van 8 juli 2018 wou de wetgever het verouderde karakter dat werd vastgesteld door de wet van 24 mei 1888 houdende regeling van den toestand der proefbank voor vuurwapens gevestigd te Luik, vervangen door middel van een volledige, grondige herziening van dat regelgevend kader, waarbij de beheersstructuur en organisatie worden herzien op een manier die de interne werking van de proefbank, de werking ervan ten aanzien van derden en de dienstverlening van de bank ten goede komt (*Parl. St.*, Kamer, 2017-2018, DOC 54-3111/001, p. 4).

De memorie van toelichting vermeldt :

« Waar de wet van 1888 voorschrijft dat de bestuursraad van de proefbank bestaat uit een voorzitter en zes wapenmeesters, waarbij de burgemeester van Luik ambtshalve voorzitter is van de bestuursraad, wordt dit in het voorliggende wetsontwerp volledig herzien, gelet op de veranderde context. Daarnaast schrijft de wet van 1888 voor dat de bestuurder van de proefbank wordt benoemd door de Koning, gekozen uit een lijst opgemaakt door wapenfabrikanten. Ook van deze regel wordt afgestapt.

In dit wetsontwerp wordt een volledig nieuwe interne structuur van de proefbank voorgesteld. De organen van de proefbank zullen een raad van bestuur en een directeur zijn. De directeur zal geen deel uitmaken van de raad van bestuur. Het gaat dus om twee onderscheiden, onafhankelijke organen.

[...]

De directeur, die zal instaan voor het dagelijks beheer van de proefbank, zal worden benoemd door de Koning. De procedure die aan de benoeming voorafgaat wordt nog door de Koning bepaald. In tegenstelling tot wat het geval is onder de bepalingen van de wet van 1888 wordt de benoeming van de directeur op basis van een door de wapenfabrikanten opgestelde lijst, dus niet weerhouden. Dit alles om de transparantie en onafhankelijkheid van de benoeming van de directeur en van de werking van de proefbank in het algemeen beter te kunnen garanderen » (*ibid.*, pp. 5 en 6).

B.3.2. De bepalingen betreffende de directeur werden als volgt verantwoord :

« De directeur van de proefbank zal, in tegenstelling tot wat nu het geval is, niet meer op voordracht van de zogenoemde wapenmeesters worden benoemd. Wel zal het nog de Koning zijn die de volledige procedure bij uitvoeringsbesluit zal regelen, en zal de directeur door de Koning kunnen worden benoemd en ontslagen, maar het zal op een manier zijn die de onafhankelijkheid vooropstelt. Het mandaat van de directeur van 6 jaar zal slechts kunnen worden hernieuwd wanneer de raad van bestuur een gunstig advies geeft voor deze hernieuwing. [...] » (*ibid.*, p. 12).

B.3.3. Het bestreden artikel 19, § 2, is ingevoerd door middel van het amendement nr. 1, dat als volgt werd verantwoord :

« Het wetsontwerp betreffende de proefbank voor vuurwapens bepaalt een nieuwe samenstelling voor de raad van bestuur en, op grond van een uitvoeringsbesluit van artikel 7, zal een nieuwe directeur moeten worden benoemd. Alle mandaten worden dus opnieuw ingevuld.

Er moet voor continuïteit worden gezorgd en discussies en betwistingen met de huidige mandaathouders moeten zo veel als mogelijk worden vermeden » (*Parl. St., Kamer, 2017-2018, DOC 54-3111/002, p. 2*).

Dat amendement werd eenparig aangenomen in de bevoegde commissie (*Parl. St., Kamer, 2017-2018, DOC 54-3111/003, p. 11*).

Ten aanzien van de voorwaarden voor de schorsing

B.4. Naar luid van artikel 20, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof dient aan twee grondvoorwaarden te zijn voldaan opdat tot schorsing kan worden besloten :

- de middelen die worden aangevoerd moeten ernstig zijn;
- de onmiddellijke uitvoering van de bestreden maatregel moet een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kunnen berokkenen.

Daar de twee voorwaarden cumulatief zijn, leidt de vaststelling dat één van die voorwaarden niet is vervuld tot verwerping van de vordering tot schorsing.

Ten aanzien van het ernstige karakter van de middelen

B.5. Het ernstig middel mag niet worden verward met het gegrond middel.

Wil een middel als ernstig worden beschouwd in de zin van artikel 20, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, volstaat het niet dat het kennelijk niet ongegrond is in de zin van artikel 72, maar moet het ook gegrond lijken na een eerste onderzoek van de gegevens waarover het Hof beschikt in dit stadium van de procedure.

B.6. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het beginsel van de scheiding der machten.

De verzoekende partij preciseert dat zij haar functie van directeur van de proefbank niet uitoefent krachtens een mandaat maar door een benoeming door de Koning op grond van het koninklijk besluit van 10 februari 2004 houdende benoeming van de Directeur van de Proefbank voor vuurwapens (*Belgisch Staatsblad* van 5 maart 2004).

Zij voert aan dat het bestreden artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 van rechtswege een einde maakt aan haar betrekking, hetgeen een beslissing zou zijn die uitsluitend onder de bevoegdheid van de uitvoerende macht ressorteert. Aldus zou een verschil in behandeling worden ingevoerd tussen, enerzijds, de door de Koning benoemde statutaire ambtenaren, voor wie het de uitvoerende macht is die beslist om een einde te maken aan hun functies of om hen te bestraffen na afloop van een specifieke procedure met inachtneming van de van toepassing zijnde procedurele waarborgen, en, anderzijds, de verzoekende partij zelf, aan wier functie een einde wordt gemaakt door een wetskrachtige norm, los van enige procedure, terwijl de wetgever onbevoegd zou zijn om zulks te doen.

De verzoekende partij voert eveneens aan dat, indien het doel van de wetgever erin bestond de continuïteit van de instelling te waarborgen en risico's van betwisting te vermijden, overgangsmaatregelen hadden moeten worden aangenomen teneinde erin te voorzien dat zij haar functie van directeur van de proefbank zou behouden totdat zij die functie niet meer bekleedt.

B.7.1. Uit de in B.3 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever een volledige en grondige herziening beoogde van de verouderde wet met betrekking tot de proefbank voor vuurwapens, met name door een herziening van de beheersstructuur en van de organisatie van de instelling.

B.7.2. Artikel 3 van de wet van 24 mei 1888 houdende regeling van den toestand der proefbank voor vuurwapens gevestigd te Luik bepaalt dat « de bestuurder wordt benoemd door den Koning uit eene lijst van drie kandidaten ». Uit het « algemeen reglement der te Luik gevestigde wapenproefbank », goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 30 juni 1924 « houdende algemeen reglement der te Luik gevestigde wapenproefbank », blijkt dat de directeur van de proefbank rang heeft van directeur bij het hoofdbestuur van het ministerie van Nijverheid en Arbeid, dat hij, na vijftien jaar functie, op voordracht van de minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, met de directeurs-generaal kan worden gelijkgesteld, dat zijn jaarwedde « gelijk [is] aan het maximum van de wedde van een directeur bij het hoofdbestuur », dat die wedde « in geen geval, noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks, gewijzigd [mag] worden door een beslissing van de bestuurscommissie » en dat zij « de schommelingen [ondergaat] van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen ».

In dit stadium van het onderzoek van de vordering tot schorsing geven die elementen aan dat de verzoekende partij, die bij een koninklijk besluit van 10 februari 2004 tot directeur van de proefbank voor vuurwapens is benoemd, een ambtenaar is die zich in een statutaire rechtstoestand bevindt.

B.7.3. Artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 maakt van rechtswege een einde aan het « mandaat » van de directeur, vanaf de inwerkingtreding van die wet, namelijk op 1 januari 2019 of op een eerdere datum die door de Koning moet worden bepaald, maar voorziet erin dat de directeur zijn « mandaat » zal blijven uitoefenen totdat in zijn vervanging is voorzien volgens de bij de artikelen 7 en 8 van de wet voorgeschreven regels.

Bij die bepaling wordt de betrekking van de verzoekende partij beëindigd op 1 januari 2019 of op een eerdere datum die door de Koning moet worden bepaald. De verzoekende partij wordt evenwel in de functie van directeur gehandhaafd tot de aanwijzing van de titularis van het mandaat van directeur volgens de in de artikelen 7 en 8 van dezelfde wet vastgestelde regels.

B.8.1. Elke wetwijziging of het uitvaardigen van een volledig nieuwe regeling zou onmogelijk worden, mocht worden aangenomen dat een nieuwe bepaling in strijd zou zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet om de enkele reden dat zij de toepassingsvoorwaarden van de vroegere wetgeving wijzigt.

B.8.2. Indien de wetgever een beleidswijziging noodzakelijk acht, vermag hij te oordelen dat die beleidswijziging met onmiddellijke ingang moet worden doorgevoerd en is hij, in beginsel, niet ertoe gehouden in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn slechts geschonden indien de ontstentenis van een overgangsmaatregel leidt tot een verschil in behandeling waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat of indien aan het vertrouwensbeginsel op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan. Dit beginsel is nauw verbonden met het rechtszekerheidsbeginsel, dat de wetgever verbiedt om zonder objectieve en redelijke verantwoording afbreuk te doen aan het belang van de rechtsonderhorigen om in staat te zijn de rechtsgevolgen van hun handelingen te voorzien.

B.9. Te dezen gaat het om een instelling van openbaar nut, en de wetgever vermocht dus te beslissen een aangelegenheid die hij aan de Koning heeft opgedragen en die Hem niet door de Grondwet is voorbehouden, zelf te regelen, door te voorzien in het vervangen van de tot dan van kracht zijnde regeling inzake de benoeming van de directeur van de proefbank door een systeem met een hernieuwbaar mandaat van zes jaar, volgens de procedure die bij een koninklijk uitvoeringsbesluit moet worden vastgesteld.

Daaruit volgt dat het middel niet ernstig is in zoverre het tegen artikel 8 van de wet van 8 juli 2018 is gericht.

B.10. Het Hof dient evenwel te onderzoeken of de wetgever, door van rechtswege een einde te maken aan de betrekking van de verzoekende partij, rekening houdend met het doel dat hij wou nastreven, niet op onredelijke wijze afbreuk heeft gedaan aan de rechten van de betrokkene, door niet in een overgangsbepaling te voorzien.

B.11.1. Te dezen wordt het bestreden artikel 19, § 2, enkel verantwoord door de bekommernis om de continuïteit te waarborgen en discussies en betwistingen met de huidige mandaathouders zoveel mogelijk te vermijden.

Als statutair ambtenaar dient de verzoekende partij te aanvaarden dat haar ambt of elementen van haar statuut eenzijdig kunnen worden gewijzigd met toepassing van de « wet van de veranderlijkheid ». Zij kan evenwel, in het geval van de wijziging of de afschaffing van haar ambt, verwachten dat adequate overgangsbepalingen worden aangenomen zoals, in voorkomend geval, de overplaatsing naar een andere functie, een andere dienst of een andere instelling, teneinde rekening te houden met het vaste karakter van de betrekking dat een wezenlijk kenmerk van het statutair ambt is.

Door de maatregel die van rechtswege een einde maakt aan de betrekking van de directeur van de proefbank, in werking te laten treden op 1 januari 2019, of op een eerdere datum die door de Koning moet worden bepaald, heeft de wetgever een maatregel genomen die ernstige gevolgen heeft voor de betrokkene, zonder in een adequate overgangsmaatregel te voorzien en zonder dat een dwingende reden van algemeen belang wordt aangevoerd om de ontstentenis ervan te verantwoorden.

Bij artikel 19, § 2, tweede lid, van de wet van 8 juli 2018 wordt de verzoekende partij in functie gehouden tot de aanwijzing van de vervanger. Die bepaling is bestemd om de continuïteit van de openbare dienst te verzekeren, maar vormt voor de verzoekende partij geen adequate overgangsmaatregel, gelet op het vaste karakter van de betrekking, dat een wezenlijk kenmerk is van het statutair ambt. Zij verhelpt de ontstentenis van een adequate overgangsmaatregel dus niet.

B.11.2. Het bestreden artikel 19, § 2, bevat bijgevolg een lacune in zoverre daarin een einde wordt gemaakt aan de betrekking van de in functie zijnde directeur van de proefbank voor vuurwapens, zonder te zijnen aanzien in een adequate overgangsmaatregel te voorzien.

De invoering van de nieuwe regeling is bijgevolg niet voldoende voorzienbaar en doet afbreuk aan de rechtmatige verwachtingen van de verzoekende partij.

B.12. In het beperkte kader van het onderzoek waartoe het Hof bij de behandeling van de vordering tot schorsing in kunnen overgaan, dient het eerste middel dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het rechtszekerheidsbeginsel en het vertrouwensbeginsel, als ernstig te worden beschouwd in de zin van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, maar enkel in de in B.11.2 gepreciseerde mate.

Ten aanzien van het risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel

B.13. De schorsing van een wetsbepaling door het Hof moet het mogelijk maken te vermijden dat voor de verzoekende partijen een ernstig nadeel voortvloeit uit de onmiddellijke toepassing van de bestreden normen, nadeel dat niet of moeilijk zou kunnen worden hersteld in geval van een vernietiging van die normen.

B.14. Zoals in B.2.3 is vermeld, treedt de bestreden wet in werking op 1 januari 2019 of op een eerdere datum die door de Koning moet worden bepaald. Het bestreden artikel 19, § 2, 2°, bepaalt dat de verzoekende partij haar mandaat evenwel zal blijven uitoefenen totdat in haar vervanging is voorzien.

Daaruit vloeit voort dat op elk ogenblik, vanaf de voorgeschreven datum, aan de verzoekende partij haar beroepsactiviteit kan worden ontegd, hetgeen een risico van een ernstig nadeel uitmaakt dat moeilijk te herstellen is in geval van vernietiging.

B.15. Uit het voorgaande vloeit voort dat het risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel vaststaat en dat bijgevolg de voorwaarden zijn vervuld voor de schorsing van artikel 19, § 2, van de bestreden wet, in zoverre het betrekking heeft op de directeur van de proefbank voor vuurwapens zonder in een adequate overgangsbepaling te voorzien.

Om die redenen,

het Hof

- schorst artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens in zoverre het betrekking heeft op de directeur van de proefbank voor vuurwapens zonder in een adequate overgangsbepaling te voorzien;

- verwerpt de vordering tot schorsing voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 19 december 2018.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2018/206441]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 183/2018 vom 19. Dezember 2018

Geschäftsverzeichnisnummer 7020

In Sachen: Klage auf einstweilige Aufhebung der Wortfolge « des Direktors des Prüfstands » in Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über den Prüfstand für Feuerwaffen sowie von Artikel 8 desselben Gesetzes, erhoben von Jean-Luc Stassen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und A. Alen, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, R. Leysen und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 8. Oktober 2018 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. Oktober 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Jean-Luc Stassen, unterstützt und vertreten durch RA E. Lemmens, in Lüttich zugelassen, Klage auf einstweilige Aufhebung der Wortfolge « des Direktors des Prüfstands » in Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über den Prüfstand für Feuerwaffen sowie von Artikel 8 desselben Gesetzes (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. Juli 2018).

Mit separater Klageschrift beantragt die klagende Partei ebenfalls die Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmungen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Die klagende Partei beantragt die einstweilige Aufhebung der Wortfolge « des Direktors des Prüfstands » in Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über den Prüfstand für Feuerwaffen (nachstehend: Gesetz vom 8. Juli 2018) sowie - nötigenfalls - von Artikel 8 desselben Gesetzes.

B.2.1. Der angefochtene Artikel 19 § 2 gehört zu den Schlussbestimmungen, die in Kapitel 6 des Gesetzes enthalten sind. Er bestimmt:

« Il est mis fin de plein droit aux mandats du directeur du banc d'épreuves, du président, du vice-président et des syndicats de la commission administrative qui sont en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Ils continuent à exercer leur mandat jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement ».

B.2.2. Artikel 8 des angefochtenen Gesetzes zählt zu den Bestimmungen über den Direktor des Prüfstands, die in Kapitel 3 desselben Gesetzes enthalten sind:

« CHAPITRE 3. — Le directeur

Art. 7. Le directeur du banc d'épreuves est nommé par le Roi, et peut être démis par Lui.

Le Roi fixe la procédure de nomination, d'évaluation, de suspension et de la fin du mandat du directeur.

Art. 8. Le directeur est nommé pour une période de six ans. Le mandat est renouvelable après un avis favorable du Conseil d'administration.

Art. 9. Le directeur est responsable de la gestion journalière du banc d'épreuves et pose toutes les actions nécessaires ou utiles pour l'exécution de ses missions, et peut à cet effet conclure des engagements.

Le directeur est soumis au contrôle du Conseil d'administration ».

B.2.3. Nach Artikel 20 des angefochtenen Gesetzes tritt dieses am 1. Januar 2019 in Kraft, es sei denn, der König legt ein früheres Datum fest.

B.3.1. Durch das Gesetz vom 8. Juli 2018 beabsichtigte der Gesetzgeber, den veralteten Rahmen, der durch das Gesetz vom 24. Mai 1888 zur Regelung der Lage des Prüfstands für Feuerwaffen in Lüttich festgelegt wurde, durch eine vollständige und tiefgreifende Revision dieses regulatorischen Rahmens zu ersetzen, indem die Verwaltungsstruktur und die Organisation in einer Weise angepasst werden, die sich positiv auf die interne Arbeitsweise des Prüfstandes, seine Arbeitsweise gegenüber Dritten und die Erbringung von Dienstleistungen des Prüfstandes auswirkt (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-3111/001, S. 4).

In der Begründung wurde angeführt:

« Alors que la loi de 1888 prescrit que le conseil d'administration du banc d'épreuves est composé d'un président et de six syndicats, le bourgmestre de Liège étant de droit président du conseil d'administration, ce point a été entièrement révisé, vu le contexte changeant. En outre, la loi de 1888 prescrit que le directeur du banc d'épreuves soit nommé par le Roi, à partir d'une liste établie par les fabricants d'armes. Cette règle est également abandonnée.

Le présent projet de loi propose une structure interne du banc d'épreuves entièrement nouvelle. Les organes du banc d'épreuves seront un conseil d'administration et un directeur. Le directeur ne fera pas partie du conseil d'administration. Il s'agit donc de deux organes distincts et indépendants.

[...]

Le directeur, qui sera chargé de la gestion journalière du banc d'épreuves, sera nommé par le Roi. La procédure qui précède sa nomination sera encore déterminée par le Roi. Contrairement à ce qui est le cas suivant les dispositions de la loi de 1888, la nomination du directeur sur la base d'une liste établie par les fabricants d'armes, n'est donc pas retenue. Tout ceci vise à mieux pouvoir garantir la transparence et l'indépendance dans le cadre de la nomination du directeur et du fonctionnement du banc d'épreuves en général » (*ibid.*, pp. 5 et 6).

B.3.2. Die Bestimmungen zum Direktor wurden wie folgt begründet:

« Contrairement à ce qui est le cas maintenant, le directeur du banc d'épreuves ne sera plus nommé sur proposition de ce qu'on appelle les maîtres d'armes. Mais ce sera encore le Roi qui règlera la procédure complète par arrêté d'exécution, et pourra nommer et démettre le directeur, toutefois, ce sera d'une manière à poser l'indépendance comme principe. Le mandat de 6 ans du directeur, pourra alors être renouvelé quand le conseil d'administration donnera un avis favorable pour ce renouvellement. [...] » (*ibid.*, p. 12).

B.3.3. Der angefochtene Artikel 19 § 2 wurde im Wege des Abänderungsantrags Nr. 1 eingeführt, der wie folgt begründet wurde:

« Le projet de loi relatif au banc d'épreuves des armes à feu modifie la composition du conseil d'administration. Un nouveau directeur devra être nommé sur la base d'un arrêté d'exécution de l'article 7. Tous les mandats devront donc être redistribués.

Il convient de garantir la continuité et d'éviter au maximum l'apparition de discussions et de contestations avec les mandataires actuels » (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-3111/002, p. 2).

Dieser Abänderungsantrag wurde in dem zuständigen Ausschuss einstimmig angenommen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-3111/003, S. 11).

In Bezug auf die Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung

B.4. Laut Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof sind zwei Grundbedingungen zu erfüllen, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann:

- Die vorgebrachten Klagegründe müssen ernsthaft sein.
- Die unmittelbare Durchführung der angefochtenen Maßnahme muss die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils in sich bergen.

Da die beiden Bedingungen kumulativ sind, führt die Feststellung der Nichterfüllung einer dieser Bedingungen zur Zurückweisung der Klage auf einstweilige Aufhebung.

Was die ernsthafte Beschaffenheit der Klagegründe betrifft

B.5. Der ernsthafte Klagegrund ist nicht mit dem begründeten Klagegrund zu verwechseln.

Damit ein Klagegrund als ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof betrachtet werden kann, genügt es nicht, wenn er offensichtlich nicht unbegründet im Sinne von Artikel 72 ist; vielmehr muss er auch nach einer ersten Prüfung der Daten, über die der Gerichtshof in diesem Stand des Verfahrens verfügt, begründet erscheinen.

B.6. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung.

Die klagende Partei erläutert, dass sie ihr Amt als Direktor des Prüfstands nicht aufgrund eines Mandats, sondern durch eine Ernennung durch den König aufgrund des königlichen Erlasses vom 10. Februar 2004 zur Ernennung des Direktors des Prüfstands für Feuerwaffen (*Belgisches Staatsblatt* vom 5. März 2004) hat.

Sie führt an, dass Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 von Rechts wegen ihre Beschäftigung beendet, obgleich dies eine Entscheidung sei, die ausschließlich in die Zuständigkeit der ausführenden Gewalt falle. Auf diese Weise werde ein Behandlungsunterschied zwischen einerseits den vom König ernannten statutarischen Beamten, bei denen es die ausführende Gewalt sei, die die Entscheidung treffe, ihr Amt zu beenden oder sie nach Abschluss eines speziellen Verfahrens unter Einhaltung der anwendbaren Verfahrensgarantien zu sanktionieren, und andererseits der klagenden Partei selbst eingeführt, deren Amt durch eine Gesetzesnorm beendet werde, unabhängig von jeglichem Verfahren, obgleich der Gesetzgeber dafür nicht zuständig sei.

Die klagende Partei macht außerdem geltend, dass, wenn es das Ziel des Gesetzgebers gewesen sei, die Kontinuität der Einrichtung zu gewährleisten und die Risiken von Streitsachen zu vermeiden, Übergangsmaßnahmen hätten ergriffen werden müssen, um ihren Verbleib auf dem Posten des Direktors des Prüfstands vorzusehen, bis sie dieses Amt nicht mehr innehabende.

B.7.1. Aus den in B.3 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber eine vollständige und tiefgreifende Revision des inzwischen veralteten Gesetzes über den Prüfstand für Feuerwaffen insbesondere durch eine Revision der Verwaltungsstruktur und der Organisation der Einrichtung vornehmen wollte.

B.7.2. Artikel 3 des Gesetzes vom 24. Mai 1888 zur Regelung der Lage des Prüfstands für Feuerwaffen in Lüttich bestimmt: « Der Direktor wird auf Vorlage einer Liste von drei Kandidaten vom König ernannt ». Aus der « allgemeinen Ordnung des Prüfstands für Feuerwaffen in Lüttich », die durch den königlichen Erlass vom 30. Juni 1924 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung des Prüfstands für Feuerwaffen in Lüttich gebilligt wurde, geht hervor, dass der Direktor des Prüfstands den Rang eines Direktors in der Zentralverwaltung des Ministeriums der Industrie und der Arbeit hat, dass er nach fünfzehn Amtsjahren auf Vorschlag des Ministers der Industrie, der Arbeit und der Sozialfürsorge den Generaldirektoren gleichgestellt werden kann, dass sein Jahresgehalt « auf den Höchstbetrag des Gehalts eines Direktors der Zentralverwaltung festgelegt wird », dass dieses Gehalt « keinesfalls direkt oder indirekt durch eine Entscheidung der Verwaltungskommission geändert werden kann » und dass es « gemäß den durch das Gesetz vom 12. April 1960 zur Vereinheitlichung der verschiedenen Regelungen zur Kopplung an den Einzelhandelspreisindex festgelegten Modalitäten an die Schwankungen des allgemeinen Einzelhandelspreisindex des Königreiches gekoppelt » ist.

In diesem Stadium der Prüfung der Klage auf einstweilige Aufhebung weisen diese Elemente darauf hin, dass die klagende Partei, die durch einen königlichen Erlass vom 10. Februar 2004 zum Direktor des Prüfstands für Feuerwaffen ernannt wurde, ein Bediensteter mit einer statutarischen Rechtsstellung ist.

B.7.3. Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 beendet von Rechts wegen das « Mandat » des Direktors ab dem Inkrafttreten dieses Gesetzes am 1. Januar 2019 oder zu einem früheren vom König festzulegenden Datum, sieht aber vor, dass der Direktor sein « Mandat » weiter ausübt, bis er nach den durch die Artikel 7 und 8 des Gesetzes vorgeschriebenen Regeln ersetzt worden ist.

Durch diese Bestimmung wird die Beschäftigung der klagenden Partei zum 1. Januar 2019 oder zu einem früheren vom König festzulegenden Datum beendet. Die klagende Partei übt jedoch ihr Amt als Direktor bis zur Bestellung des Inhabers des Mandats als Direktor nach den in den Artikeln 7 und 8 desselben Gesetzes festgelegten Regeln weiter aus.

B.8.1. Damit nicht jegliche Gesetzesänderung oder jede vollständig neue Regelung unmöglich gemacht wird, kann nicht angenommen werden, dass eine neue Bestimmung aus dem bloßen Grund gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen würde, dass durch sie die Anwendungsbedingungen der früheren Rechtsvorschriften geändert werden.

B.8.2. Wenn der Gesetzgeber eine Änderung der Politik als notwendig erachtet, kann er den Standpunkt vertreten, dass sie mit sofortiger Wirkung durchgeführt werden muss, und ist er grundsätzlich nicht verpflichtet, eine Übergangsregelung vorzusehen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nur verstoßen, wenn das Fehlen einer Übergangsregelung zu einem Behandlungsunterschied führt, für den es keine vernünftige Rechtfertigung gibt, oder wenn der Grundsatz des rechtmäßigen Vertrauens übermäßig verletzt wird. Dieser Grundsatz steht in engem Zusammenhang mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit, der es dem Gesetzgeber verbietet, ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung das Interesse der Rechtsunterworfenen daran, die Rechtsfolgen ihrer Handlungen vorhersehen zu können, zu beeinträchtigen.

B.9. Da es sich im vorliegenden Fall um eine Einrichtung öffentlichen Interesses handelt, konnte der Gesetzgeber entscheiden, eine Angelegenheit selbst zu regeln, die er dem König zugewiesen und die die Verfassung ihm nicht vorbehalten hat, indem er vorgesehen hat, die bisher geltende Regelung zur Ernennung des Direktors des Prüfstands durch eine Mandatsregelung über einen erneuerbaren Zeitraum von sechs Jahren nach einem durch einen königlichen Erlass zur Ausführung festzulegenden Verfahren zu ersetzen.

Daraus folgt, dass der Klagegrund, insofern er gegen Artikel 8 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 gerichtet ist, nicht ernsthaft ist.

B.10. Der Gerichtshof muss jedoch prüfen, ob der Gesetzgeber durch die Beendigung der Beschäftigung der klagenden Partei von Rechts wegen unter Berücksichtigung seines Ziels dadurch, dass er keine Übergangsbestimmung vorgesehen hat, nicht auf unvernünftige Weise die Rechte des Betroffenen verletzt hat.

B.11.1. Im vorliegenden Fall wird der angefochtene Artikel 19 § 2 nur mit dem Ziel begründet, die Kontinuität zu gewährleisten und Diskussionen und Streitsachen mit den gegenwärtigen Mandatsinhabern möglichst zu vermeiden.

Als statutarischer Bediensteter muss die klagende Partei es hinnehmen, dass ihr Amt oder Bestandteile ihres Statuts einseitig durch Anwendung des « Prinzips der Änderungsfähigkeit » geändert werden können. Sie kann jedoch erwarten, dass im Fall der Änderung oder des Wegfalls ihres Amtes geeignete Übergangsbestimmungen wie gegebenenfalls ein Wechsel in ein anderes Amt, in eine andere Dienststelle oder eine andere Einrichtung erlassen werden, um der dauerhaften Beschaffenheit der Beschäftigung Rechnung zu tragen, die eine wesentliche Eigenschaft des statutarischen Amtes darstellt.

Indem der Gesetzgeber die Maßnahme, die von Rechts wegen die Beschäftigung des Direktors des Prüfstands beendet, zum 1. Januar 2019 oder zu einem früheren vom König festzulegenden Datum in Kraft gesetzt hat, hat er eine Maßnahme ergriffen, die für den Betroffenen schwerwiegende Folgen hat, ohne eine angemessene Übergangsmaßnahme vorzusehen, und ohne dass ein zwingender Grund des Allgemeininteresses angeführt wurde, um deren Fehlen zu begründen.

Aufgrund von Artikel 19 § 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 bleibt die klagende Partei bis zur Bestellung eines Nachfolgers im Amt. Diese Bestimmung ist dazu gedacht, die Kontinuität der öffentlichen Dienstleistung sicherzustellen, stellt aber für die klagende Partei keine angemessene Übergangsmaßnahme dar, um der dauerhaften Beschaffenheit der Beschäftigung Rechnung zu tragen, die eine wesentliche Eigenschaft des statutarischen Amtes darstellt. Sie hilft daher dem Fehlen einer angemessenen Übergangsmaßnahme nicht ab.

B.11.2. Der angefochtene Artikel 19 § 2 enthält also eine Lücke, insofern er die Beschäftigung des amtierenden Direktors des Prüfstands für Feuerwaffen beendet, ohne ihm gegenüber eine angemessene Übergangsmaßnahme vorzusehen.

Somit ist die Einführung der neuen Regelung nicht ausreichend vorhersehbar und missachtet die rechtmäßigen Erwartungen der klagenden Partei.

B.12. Im begrenzten Rahmen der Prüfung, die der Gerichtshof bei der Behandlung der Klage auf einstweilige Aufhebung vornehmen konnte, ist der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit und des rechtmäßigen Vertrauens abgeleitete Klagegrund als ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu betrachten, jedoch nur in dem in B.11.2 erläuterten Maße.

Was die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils betrifft

B.13. Durch die einstweilige Aufhebung einer Gesetzesbestimmung durch den Gerichtshof soll es vermieden werden können, dass den klagenden Parteien ein ernsthafter Nachteil aus der unmittelbaren Anwendung der angefochtenen Normen entsteht, der im Fall einer Nichtigkeitsklärung dieser Normen nicht oder nur schwer wiedergutzumachen wäre.

B.14. Wie in B.2.3 erwähnt, tritt das angefochtene Gesetz am 1. Januar 2019 oder an einem früheren vom König festzulegenden Datum in Kraft. Der angefochtene Artikel 19 § 2 Absatz 2 sieht vor, dass die klagende Partei ihr Amt dennoch weiter ausübt, bis sie ersetzt worden ist.

Daraus ergibt sich, dass der klagenden Partei ab dem festgelegten Datum jederzeit ihre berufliche Tätigkeit entzogen werden kann, was ein Risiko eines ernsthaften Nachteils darstellt, der durch eine spätere Nichtigkeitsklärung nur schwer wiedergutzumachen wäre.

B.15. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass das Risiko eines ernsthaften und schwer wiedergutzumachenden Nachteils nachgewiesen ist und dass somit die Bedingungen für die einstweilige Aufhebung von Artikel 19 § 2 des angefochtenen Gesetzes, insofern er sich auf den Direktor des Prüfstands für Feuerwaffen bezieht, ohne eine angemessene Übergangsbestimmung vorzusehen, vorliegen.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- hebt Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über den Prüfstand für Feuerwaffen, insofern er sich auf den Direktor des Prüfstands für Feuerwaffen bezieht, ohne eine angemessene Übergangsbestimmung vorzusehen, einstweilig auf;

- weist die Klage auf einstweilige Aufhebung im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 19. Dezember 2018.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der Präsident,
F. Daoût